Incendie à la prison centrale de Bujumbura

PANA, 04/12/2009Bujumbura, Burundi - Un incendie d'origine non encore clairement connue s'est dÃ©clarÃ© dans la nuit de jeudi Ã vendredi Ã l'intÃ©rieur de la prison centrale de Bujumbura, la Mpimba, causant uniquement des dÃ©gÃ¢ts matÃ©rie au niveau des bureaux de la direction de ce grand Ã©tablissement pÃ©nitentiaire qui hÃ©berge actuellement prÃ¨s de 3.500 dÃ©tenus au cÅ“ur de la capitale burundaise.L'ancien homme fort du Conseil national pour la dÃ©fense de la dÃ©mocratie/Forces de dÃ©fense de la dÃ©mocratie (CNDD-FDD, parti prÃ©sidentiel), Hussein Radjabu, figure depuis 2007 sur la longue liste des locataires de la prison centrale de Bujumbura pour "atteinte Ã la sÃ»retÃ© intÃ©rieure de l'Etat".
Un ancien ministre des Transports, Postes et TÃ©lÃ©communications, Jacques Bigirimana, et un ex-chargÃ© de missions Ã la prÃ©sidence de la rÃ©publique, Baudouin Ribakare, venaient juste d'y rejoindre M. Radjabu sous le mÃªme chef d'accusation d'atteinte Ã la sÃ»retÃ© intÃ©rieure de l'Etat.Selon le directeur gÃ©nÃ©ral des affaires pÃ©nitentiaires au ministÃ burundais de la Justice, DÃ©o Nsuzuguye, le pire a Ã©tÃ© Ã©vitÃ© aux locataires de la prison grÃ¢ce Ã l'intervention rapide d sapeurs pompiers.Des enquÃªteurs de la police burundaise sont Ã pied d'Å“uvre pour tenter de dÃ©terminer l'origine du sinistre qui a rÃ©duit en cendres tous les dossiers des dÃ©tenus ainsi que le mobilier et l'Ã©quipement informatique de la direction pÃ©nitentiaire Ã Mpimba, a fait savoir la mÃªme source.La situation avait commencÃ© Ã se distendre sÃ©rieusement entre la direction de la prion et les dÃ©tenus aux premiÃ¨res heures de la matinÃ©e de jeudi avant que les choses ne dÃ©gÃ©nÃ¨rent dans la soirÃ©e.Des tirs nourris Ã l'arme automatique ont Ã©tÃ© en effet entendus Ã plusieurs kilomÃ¨tres Ã ronde depuis la prison de Mpimba oÃ¹ la police pÃ©nitentiaire tentait d'empÃªcher des Ã©vasions.Les prisonniers rÃ©clament depuis des semaines de meilleures conditions carcÃ©rales, comme une nourriture dÃ©cente, des soins Ã l'extÃ©rieur en cas de besoin, des Ã©largissements pour tous les dÃ©tenus ayant dÃ©jÃ totalisÃ© le quart de la peine et autres malades incurable conformÃ©ment Ã un dÃ©cret prÃ©sidentiel vieux dÃ©jÃ de plus de trois ans.Le directeur gÃ©nÃ©ral des affaires pÃ©nitentia donnÃ© raison Ã certaines revendications comme celles ayant trait aux libÃ©rations conditionnelles pour dÃ©sengorger, pas seulement la prison centrale de Bujumbura, mais Ã©galement de maniÃ¨re globale, les 10 autres maisons d'arrÃªts du pays qui dÃ©bordent de prÃ¨s de 12.000 dÃ©tenus pour une capacitÃ© installÃ©e de moins de la moitiÃ©.